

RÉSUMÉ DES ÉVÉNEMENTS EN 1996

L'État du monde, *Éditions la Découverte*, CEDROM-SNI

Les élections municipales du 12 février 1995 ont achevé le cycle des consultations électorales définies par les institutions de la IV^e République dont l'avènement, en 1991, a mis fin à douze ans de régime d'exception. Ces scrutins locaux, concernant moins de 600 000 électeurs inscrits, ont donné la majorité absolue dans 26 communes sur 33 à l'Organisation pour la démocratie populaire - Mouvement du travail (ODP-MT), dirigée par le président de l'Assemblée des députés du peuple Arsène Bongnessan Yé. Le Parti pour la démocratie et le progrès (PDP) du professeur Joseph Ki-Zerbo, membre de l'Internationale socialiste, a confirmé sa place de première force d'opposition (11% des conseils municipaux), à bonne distance cependant de la toute-puissante ODP-MT. Cette dernière a toutefois été agitée par quelques dissensions lors du choix des maires.

Le président Blaise Compaoré a continué de jouer un rôle diplomatique actif dans la sous-région. Il a accueilli, de septembre 1994 à avril 1995, les négociations, couronnées de succès, entre le gouvernement et les mouvements touarègues du Niger. De leur côté, les Touarègues du Mali n'ont cessé d'affluer, à partir de juin 1994: dans la région de Dori, ils étaient, au printemps 1995, quelque 50 000 à bénéficier d'une aide internationale modeste. Les autorités ghanéennes et nigérianes ont régulièrement consulté le président burkinabé dans le cadre de la recherche d'une solution à la crise du Libéria; B. Compaoré ayant, en effet, longtemps armé l'une des trois principales forces belligérantes, le Front national patriotique du Libéria de Charles Taylor.

Reçu à l'Académie des sciences d'outre-mer, intervenu à l'UNESCO en février 1995, remarqué au "sommet" de Copenhague contre la pauvreté en mars, B. Compaoré, en recevant en 1996 le prochain "sommet" franco-africain, comptait bien faire oublier les tragiques soubresauts de la "révolution démocratique et populaire" qu'il avait initiée en 1983 avec son prédécesseur, Thomas Sankara, assassiné quatre ans plus tard. De plus en plus présent dans son palais présidentiel de Ziniaré, son village d'origine au coeur du plateau mossi, il a restauré l'autorité de la chefferie de son ethnie d'origine, majoritaire dans le pays.

Converti au libéralisme et devenu bon élève du FMI, après avoir été le champion de l'économie étatisée, le Burkina Faso a apuré certains arriérés de sa dette et mieux recouvert les recettes publiques. En 1994-1995, le climat économique a toutefois été morose, marqué par l'aggravation du déficit commercial (206 milliards de francs CFA, contre 192 milliards en 1993) et l'absence de relance après la dévaluation du franc CFA, le 12 janvier 1994. Malgré une inflation maîtrisée à 29,3% en 1994 et un essor des exportations (coton, bétail, or), la deuxième vague de privatisations, dénoncée par l'opposition parlementaire, et le coût social de la dévaluation ont, en mai 1995, mis en éveil les syndicats, divisés mais actifs en milieu urbain.